

<https://www.pressegauche.org/Journee-d-action-regionale-pour-la-justice-sociale-et-climatique>



Journée d'action régionale pour la justice sociale et climatique

- Communiqués -



Date de mise en ligne : lundi 16 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 16 nov. 2020 - Les onze tables régionales membres du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) tiennent aujourd'hui des actions aux quatre coins de la province pour demander au gouvernement d'accorder autant de valeur au savoir scientifique concernant la crise environnementale qu'à celui entourant la crise sanitaire causée par la COVID-19.

« Si le gouvernement du Québec a été capable d'écouter les expert-e-s scientifiques et de réagir rapidement pour protéger la population contre une menace dont il a pris connaissance il y a moins d'un an, pourquoi peine-t-il autant à écouter la même communauté scientifique qui sonne l'alerte depuis des années sur les effets dévastateurs du réchauffement planétaire ? » demande Valérie Lépine, coordonnatrice, responsable à la mobilisation et aux communications au MÉPACQ.

Pour souligner cette incohérence, les groupes membres se sont rendus - en respectant les règles de distanciation - aux bureaux de leurs élu-e-s afin de leur rappeler que la crise environnementale est étudiée et documentée depuis déjà plusieurs décennies, entre autres par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) un organisme onusien, et qu'un consensus clair à son sujet existe : les activités humaines sont responsables du réchauffement planétaire dont les impacts sur nos vies ne cessent de croître. « Nous sommes en zone rouge sur le plan environnemental depuis déjà trop longtemps explique Jana Tostado de Loizaga, coordonnatrice à la vie associative et à l'éducation populaire autonome au MÉPACQ. Et tout comme la pandémie, la crise climatique creuse les inégalités sociale en affectant plus durement les personnes les plus vulnérables et marginalisées ».

Les mesures radicales demandées par le MÉPACQ et ses membres ne sont rien d'autre que les mesures mises de l'avant par... la communauté scientifique ! Abandon des combustibles fossiles, reforestation massive, mise de côté du modèle capitaliste, transition écologique porteuse de justice sociale. « Depuis des mois on nous martèle l'importance de faire des choix basés sur la science, de penser au bien commun, aux personnes les plus vulnérables. Peut-on s'attendre à la même proactivité de la part de notre gouvernement en regard de la crise environnementale ? » demande Mme Lépine. Muni-e-s d'outils d'éducation populaire autonome, l'organisme et ses membres espèrent sensibiliser une bonne fois pour toute les élu-e-s visité-e-s à l'importance d'écouter la science pour faire face à la crise environnementale qui menace nos conditions de vie tout aussi gravement que la crise sanitaire de COVID-19.